

Quand les médias vont-ils enfin parler des casseroles de Macron ?

écrit par Fallaci | 2 mars 2017

Macron : des casseroles qui feraient du bruit si les médias ne les rendaient pas silencieuses.

Macron, le candidat préféré des cadres supérieurs, dit pas mal de conneries, mais il en fait beaucoup aussi.

La Grande braderie

Alstom : vendu ! Aéroport de Toulouse-Blagnac : vendu ! SFR : vendu ! Aéroport de Nice, de Lyon : vendus aussi. Emmanuel Macron brade des entreprises françaises à des firmes étrangères.

Aéroport de Toulouse-Blagnac, une affaire chinoise très opaque

Mediapart a dénoncé les mensonges de Macron autour de la vente de l'Aéroport de Toulouse-Blagnac aux Chinois de Casil Europe. Le 16 juin 2016, le journaliste Laurent Mauduit écrivait :

« le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron [est] piégé par le retentissant mensonge qu'il avait commis lors de la privatisation [de l'aéroport]. À l'époque, il avait en effet promis publiquement que la société resterait contrôlée par ses actionnaires publics, la société chinoise restant minoritaire. Mais avec ces investisseurs chinois, l'État avait au même moment conclu un pacte d'actionnaires secret, aux termes duquel il lui donnait l'assurance qu'il voterait à ses côtés toutes les résolutions qu'il présenterait.

L'affaire du dividende qui survient un an plus tard prend donc valeur de test : on apprendra le 28 juin si Emmanuel Macron a menti à ses concitoyens ou aux investisseurs chinois.

L'affaire risque donc d'avoir un grand retentissement, d'autant que le ministre de l'Économie rêve depuis peu un

destin national. »

Et pan ! le 19 octobre, écrit ladepeche.fr, les actionnaires, c'est-à-dire les Chinois, se versent 15 M€ de dividendes. Macron, comme le soupçonnait Mediapart, a menti.

Aéroport de Nice : vendu à l'italien Benetton pour calmer les réticences d'Estrosi

28 juillet 2016, le Figaro annonce que « Le consortium Azzurra, détenu majoritairement (65%) par l'italien Atlantia contrôlé par la famille Benetton, avec à ses côtés l'aéroport de Rome et EDF Invest, se porte acquéreur des 60% détenus par l'Etat. Produit de la vente : 1,22 milliard d'euros. »

Problème, « c'est la même erreur que pour les autoroutes » commentent ceux qui suivent le sujet :

« Les pouvoirs publics (et donc nos impôts) ont réalisé ces investissements très lourds qui commençaient seulement à être amortis. Leur vente va certes apporter du cash à court terme, mais va aussi nous priver des bénéfices qui iront aux acheteurs pendant des décennies, au lieu de rentrer dans les recettes publiques. »

Le 25 janvier 2017, la vente est contestée en justice, selon Nice-Matin. En cause, « une clause illégale aurait été introduite [par Bercy, c'est à dire Macron] dans le cahier des charges de la vente », **qui avantagerait l'acheteur**, mais représente pour les compagnies aériennes et donc les voyageurs qui paieront la note, « une inflation des redevances aéroportuaires ».

Aéroport de Lyon : polémique sur un régime de faveur

Fin juillet 2016, Macron boucle la vente de l'aéroport de Lyon à Vinci.

Immédiatement, »le président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, annonce son intention, avec le département du Rhône, d'intenter une action en référé devant le tribunal administratif de Paris ... visant à annuler le processus de privatisation.

« L'élus critique le fait que le deuxième tour prévu pour l'examen des six candidatures n'ait pas eu lieu et que la décision finale se soit résumée à un choix entre Vinci et l'australien Macquarie », rapportent Les Echos.

Alstom : bradé aux Américains, une affaire de corruption à la clef

Bloqué par décret par son prédécesseur Arnaud Montebourg, Emmanuel Macron passe outre, et crée le scandale en vendant ce fleuron industriel français, en lui faisant payer une amende de 630 millions d'euros à la place de GE.

Macron aurait participé directement à la mort d'Alstom, et Patrick Kron, le PDG du groupe Alstom, n'aurait pas averti le gouvernement de la vente à General Electric.

Montebourg avait pourtant pris un décret négocié avec le gouvernement et Alstom pour bloquer la vente ... Hélas A. Montebourg est coiffé au poteau par Macron, favorable au rachat par General Electric, qui vend Alstom dès qu'il le remplace à Bercy.

SFR : pour Drahi, avec un beau retour d'ascenseur de BFMTV

Alors que Numericable est sous le coup d'un contrôle fiscal, que Montebourg avait critiqué ce projet, Macron a donné son feu vert au rachat de SFR par Numericable appartenant au groupe de Patrick Drahi, rapporte BFM Business du groupe de Patrick Drahi.

En mars 2014, Arnaud Montebourg s'était opposé au rachat de SFR par Numericable (surendettement, absence de concurrence dans le câble, problèmes fiscaux), détenu par des capitaux étrangers et domicilié dans un paradis fiscal, préférant l'offre rivale de Bouygues.

Son successeur, Emmanuel Macron le voyait d'un autre œil. Le 28 octobre, le ministre de l'Economie donnait discrètement son feu vert à l'opération avec Numericable.

Bercy confirmait cette opération, en précisant, pour rassurer, qu'Emmanuel Macron sera « attentif aux suites de l'opération, notamment dans un secteur aussi stratégique que les télécoms ». D'attention il ne fut point puisque Macron donna sa démission.

Ainsi vont les affaires pour qui a la mémoire courte.

Depuis, BFMTV est devenu l'organe quasi officiel de la campagne Macron.

Conflits d'intérêts, démarches illégales

L'Elysée aide Macron à lever des fonds à l'étranger pour financer sa campagne

Le 25 janvier 2017, Les inrocks lâchent que :

« le président de la République a discrètement organisé le déplacement de son ancien ministre de l'Economie au Liban, "l'occasion pour ce dernier de se donner une stature internationale et d'organiser quelques levées de fonds" »

[...]

Emmanuel Macron aurait reçu un sérieux coup de pouce de la part de l'Elysée, du ministère des Affaires étrangères, et de l'ambassade de France au Liban au cours de sa visite à Beyrouth les 23 et 24 janvier.

[...]

Lors de ce déplacement, le président d'En marche s'est entretenu avec le président libanais Michel Aoun et le Premier ministre Saad Hariri. Une rencontre qui aurait été, une fois de plus, organisée par l'Elysée.

Emmanuel Macron aurait été également présent à deux repas de levée de fonds.

Selon les informations du site le vent se lève : *“une place dans de ces dîners aurait coûté de 10 000 à 15 000 euros”, alors que le plafond légal de dons pour une campagne présidentielle s'élève à 4 600 euros pour ceux provenant de personnes privées et que le financement d'un parti politique par des dons privés ne*

peut dépasser les 7 500 euros.

Un militant payé par ... l'Assemblée ?

Il y a deux jours, Marianne révélait (Dreuz aime bien lorsque les journalistes font leur travail d'investigation) que :

« Florian Humez... le fondateur des Jeunes avec Macron est employé par le député macroniste de Fresnes Jean-Jacques Bridey, à mi-temps. En deux jours, il gagne donc assez pour militer pour Macron les autres jours de la semaine, tout en contournant la loi qui interdit aux assistants parlementaires de participer à la campagne d'un candidat »

Gêné, Florian Humez avait évité « de rendre public ce nouvel engagement professionnel...il se présente uniquement, sur les réseaux sociaux, comme « militant » et « cofondateur des Jeunes avec Macron »

Et puisqu'on parle beaucoup ces temps-ci des emplois des assistants parlementaires, Marianne précise que Bridey a une enveloppe de « 9.561 euros à distribuer entre trois temps partiels. Ou quand le budget de l'Assemblée aide à militer l'esprit léger... »

<http://www.dreuz.info/2017/03/01/macron-des-casserolles-qui-feraient-du-bruit-si-les-medias-ne-les-rendaient-pas-silencieuses/>